

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud - CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 13 mai 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NORD CHROME

Quai Langlois - Basse-Indre
44610 Indre

Référence : N5-2025-525
Code AIOT : 0006301052

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2025 dans l'établissement NORD CHROME implanté Quai Langlois - Basse-Indre 44610 Indre. L'inspection a été annoncée le 04/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORD CHROME
- Quai Langlois - Basse-Indre 44610 Indre
- Code AIOT : 0006301052
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société NORD CHROME exploite, sur le site d'Indre, des installations de chromage de cylindres de laminage.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale - Vérification des installations électriques
- REACH
- Maîtrise du risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 31/03/1995, article 1	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, articles 57 et 58	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Détection Incendie	Arrêté Préfectoral du 09/04/2019, article 19	Demande d'action corrective	1 mois
6	Installations électriques - Exhaustivité du contrôle	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17-II	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Installations électriques - Prise en compte des observations	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, articles 17-II et III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
8	Installations électriques - Contrôle par thermographie à infrarouges	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17-III	Demande d'action corrective	1 mois
10	Dispositif de chauffage du bain de chromage	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Demande d'action corrective	1 mois
12	REACH - Utilisation de trioxyde de chrome	Règlement européen du 18/12/2006, article 1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Moyens de lutte contre l'incendie - Extincteurs	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie - Robinets d'incendie armés	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	Sans objet
9	Rétention - Déclencheurs d'alarme en point bas	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Rejet spécifique	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 55	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/1995, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Classement au titre des ICPE
Prescription contrôlée : Tableau de classement au titre des ICPE
Constats : Par arrêté préfectoral du 31-03-1995, la société NORD CHROME est autorisée à exploiter des installations de traitement de surfaces. Le classement au titre des ICPE a été mis à jour par récépissé du 12-09-2016 ; les activités (bain de chromage de 18 m ³) relèvent alors des rubriques 2565-2-a (Traitement de surfaces) et 4120-2 (Toxicité aiguë de catégorie 2). Lors de la visite, l'exploitant a précisé que, depuis, de nombreuses années, l'installation est composée d'un bain de dégraissage de 15 m ³ et d'un bain de chromage de 18 m ³ et que l'activité de nettoyage par solvant a été arrêtée. De plus, il a été rappelé que la rubrique n°2565 a été modifiée par décret n°2019-292 du 09-04-2019.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre à jour le tableau de classement des activités réalisées sur le site au titre des ICPE (incluant les bains de dégraissage et de chromage ainsi que les stockages de produits chimiques). Il transmettra le tableau mis à jour avec les justificatifs correspondants à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°2 : Rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, articles 57 et 58
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Article 57 : Valeurs limites d'émission Article 58 : Surveillance des émissions (fréquence annuelle)
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques

des installations de traitement de surfaces réalisé en février 2025. Lors de ce contrôle, les valeurs limites d'émission étaient respectées, en particulier pour le chrome total et le chrome hexavalent. Cependant, dans le rapport, il n'est pas précisé explicitement si la mesure a été réalisée sur le chrome gazeux et le chrome particulaire. Par ailleurs, il est précisé en page 12 du rapport, que "le piquage ne permettant pas d'introduire le filtre à l'intérieur du conduit, le prélèvement de chrome ne peut pas être rendu sous accréditation COFRAC".
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit modifier ses installations pour que les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées, en particulier pour le chrome, permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis du 11-04-2024 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement sont réputées satisfaire à cette exigence. L'exploitant justifie que les mesures réalisées en février 2025 ont été réalisées sur les parties gaz et particulaire pour le chrome total et le chrome hexavalent.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N°3 : Détection Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2019, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
Prescription contrôlée : I. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins : (...) - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surfaces. Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. (...) II. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). (...)
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle du système de sécurité incendie réalisé en juillet 2024. L'exploitant a, cependant, précisé que des détecteurs sont uniquement présents au niveau des bureaux et des installations électriques (TGBT). Aucune détection n'a été mise en place au niveau de l'atelier où est localisée l'installation de traitement de surfaces. De même, aucune sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans le système d'aspiration n'a été mise en place. Ces dispositions ont été introduites par l'arrêté ministériel du 20-04-2023 et sont applicables depuis le 01-07-2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, dans les meilleurs délais, mettre en place un dispositif de détection automatique d'incendie dans l'atelier où est localisée l'installation de traitement de surfaces. Il précisera les dispositions prises en ce sens et l'échéancier associé. Il s'assurera que le dispositif de détection mis en en place inclut au moins une sonde permettant

de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans le système d'aspiration et que le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N°4 : Moyens de lutte contre l'incendie - Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : (...) b) d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. (...)

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des extincteurs réalisé le 06-05-2024.

Aucune remarque n'a été mise en évidence lors de cette vérification.

Ce rapport n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Moyens de lutte contre l'incendie - Robinets d'incendie armés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques (...).

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des robinets d'incendie armés réalisé le 20-12-2024. Les observations émises dans ce rapport ne concernent pas le matériel présent sur le site NORD CHROME.

Ce rapport n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Installations électriques - Exhaustivité du contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17-II

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention

Prescription contrôlée :

<p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 (version de juin 2015) permettent de répondre aux exigences.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées périodiquement, en fonction des risques, et au moins annuellement ainsi qu'à la suite de toute modification, par une personne compétente, conformément aux dispositions du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments le justifiant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des installations électriques réalisé le 29-08-2024.</p> <p>En pages 6, 9 et 10 du rapport, sont précisées les parties de la mission qui n'ont pas pu être réalisées (par exemple, du fait de l'inaccessibilité du pont-roulant ou absence d'essai de certaines installations).</p> <p>Il est également précisé, dans le rapport, qu'une vérification initiale doit être réalisée suite au remplacement du redresseur.</p> <p>Enfin, il est spécifié, en page 6, que plusieurs documents nécessaires à la réalisation du contrôle n'ont pas été présentés (plan des locaux à risques, ...).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer, lors du prochain contrôle des installations électriques de l'établissement, de l'exhaustivité du contrôle réalisé. En particulier, il doit inclure l'ensemble des installations électriques (pont-roulant, redresseur, ...) ; les essais associés seront réalisés.</p> <p>Il doit également s'assurer de la mise à disposition de l'ensemble des informations nécessaires à la réalisation du contrôle.</p> <p>Il précisera les dispositions prises en ce sens.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N°7 : Installations électriques - Prise en compte des observations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, articles 17-II et III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 (version de juin 2015) permettent de répondre aux exigences.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées périodiquement, en fonction des risques, et au moins annuellement ainsi qu'à la suite de toute modification, par une personne compétente, conformément aux dispositions du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments le justifiant. (...)</p> <p>Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la</p>

disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des installations électriques réalisé le 29-08-2024. Celui-ci met en évidence 9 observations dont 4 sont récurrentes. L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser les actions correctives mises en œuvre pour prendre en compte ces observations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit remettre en conformité les installations électriques de l'établissement, dans les meilleurs délais. Il précisera les actions correctives définies et l'échéancier de réalisation associé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°8 : Installations électriques - Contrôle par thermographie à infrarouges

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17-III
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection
Prescription contrôlée : Le contrôle des installations électriques prévu au II est au moins annuel. Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds. (...)
Constats : Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dernier rapport de contrôle des installations électriques par thermographie à infrarouges. Il a été rappelé que cette obligation a été introduite par l'arrêté ministériel du 20-04-2023 et est applicable depuis le 01-07-2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit faire réaliser, dans les meilleurs délais, un contrôle des installations électriques par thermographie à infra-rouges. Il transmettra, à l'inspection des installations classées, le rapport de contrôle et précisera les dispositions mises en œuvre en cas d'observation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°9 : Rétention - Déclencheurs d'alarme en point bas

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection
Prescription contrôlée : Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.
Constats : Chacune des deux rétentions associées aux bains de traitement de surfaces est équipée d'une

sonde de détection de la présence de liquide en point bas. Le bon fonctionnement de ces dispositifs est testé mensuellement ; ce contrôle est tracé.

Type de suites proposées : Sans suite

N°10 : Dispositif de chauffage du bain de chromage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention

Prescription contrôlée :

Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a précisé que le dispositif de chauffage du bain de chromage par eau chaude a été remplacé récemment par un chauffage par résistance électrique et que les dispositifs de sécurité associés ont été commandés et seront mis en place prochainement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, dans les meilleurs délais, asservir le fonctionnement du chauffage par résistance électrique du bain de chromage à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Il précisera les dispositions prises en ce sens et l'échéancier de mise en conformité associé.

Suite à la mise en conformité des installations, il veillera à tester le bon fonctionnement du dispositif, a minima hebdomadairement et tracera les contrôles réalisés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N°11 : Rejet spécifique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 55

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau

Prescription contrôlée :

I. Les systèmes de rinçage sont conçus et exploités de manière à obtenir un rejet d'eau spécifique, rapporté au mètre carré de la surface traitée, dit « rejet spécifique », le plus faible possible. (...)

Son calcul est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. (...)

II. Le rejet spécifique n'excède pas 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. (...)

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le suivi mensuel mis en place pour les rejets spécifiques des installations de traitement de surfaces.

Les rejets spécifiques calculés sont de l'ordre de 6 l/m²/fonction de rinçage et inférieurs à 8 l/m²/fonction de rinçage.

Type de suites proposées : Sans suite

N°12 : REACH - Utilisation de trioxyde de chrome

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Autorisation n°REACH/17/X/4 du 09-02-2018 d'utilisation du trioxyde de chrome en vertu du règlement (CE) n°1907/2006 (REACH) Article 1 : Une autorisation est accordée conformément à l'article 60, paragraphe 4, du règlement (CE) n°1907/2006 pour l'utilisation suivante de trioxyde de chrome (n°CE 215-607-8 ; n°CAS 1333-82-0), à condition que les mesures de gestion des risques et les conditions d'exploitation décrites dans le rapport sur la sécurité chimique soumis à application de l'article 62, paragraphe 4, point d), dudit règlement, ainsi que les modalités de surveillance prévues à l'article 3 de la présente décision soient intégralement appliquées. Mesures de gestion des risques - ECS 1 - "L'air évacué passe par des épurateurs humides selon la meilleure technique disponible avant d'être rejeté dans l'atmosphère" - Réduction des émissions atmosphériques : efficacité d'au moins 99 %
Constats : La société NORD CHROME est autorisée, par décision n°REACH/17/X/4 du 09-02-2018, à utiliser du trioxyde de chrome pour le chromage des rouleaux de travail utilisés dans l'industrie de l'acier et de l'aluminium. Les vapeurs de chrome sont collectées au-dessus du bain de traitement et traitées par un déséviculeur et un laveur. Lors du contrôle des rejets atmosphériques réalisé en mars 2025, des mesures en chrome VI ont été réalisées en amont et en aval des dispositifs de traitement. Au vu des résultats obtenus pour le chrome hexavalent, l'efficacité atteinte serait de l'ordre de 93 %.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit s'assurer que l'efficacité est d'au moins 99 % au niveau des dispositifs de traitement des rejets atmosphériques pour le trioxyde de chrome. Il analysera les résultats obtenus lors des derniers contrôles des rejets atmosphériques et précisera les dispositions prises pour atteindre l'objectif fixé par l'autorisation n°REACH/17/X/4 du 09-02-2018.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois